

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

QUOTIDIEN ANARCHISTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS

FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 80 fr.	Trois mois... 28 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 42 fr.
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes oeuvrent dans un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Réaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

LA CRISE POLITIQUE SE DÉNOUE LÉGALEMENT

A peine debout, le ministère est par terre
Millerand démissionne

Il y a eu affluence, hier, à la Chambre ; des milliers de personnes faisaient queue pour entrer, et une demi-heure avant l'ouverture de la séance, les tribunes étaient garnies ; celles des journalistes contenait au moins trois cents représentants de journaux.

Avant que M. Painlevé n'agîtât sa sonnette, les députés avaient presque tous pénétré dans la salle d'audience. On se désignait Marty qui avait changé de chemise et qui arborait une belle cravate. A côté de nous un journaliste facétieux demanda au chroniqueur de l'*Humanité* : « Est-ce par décision du Comité Directeur que Marty s'est vêtu comme tous ses collègues ? »

A trois heures cinq, le provisoire Président du Conseil, M. François-Marsal, monta à la tribune donner lecture d'un message du Président de la République.

Comme le fait ne se produisit point souvent qu'un bâton de l'Élysée s'entremette publiquement avec les parlementaires, nos lecteurs ne nous en voudront point de les ennuier avec la diatribe de M. Millerand.

Le message présidentiel

Messieurs les Sénateurs,

Messieurs les Députés,

« Lorsque l'Assemblée nationale me fut l'honneur de m'appeler, par 681 suffrages, à la magistrature suprême, elle savait, par mes déclarations publiques, que je n'acceptais d'aller à l'Élysée que pour y défendre une politique nationale de progrès social, d'ordre, de travail et d'union ».

« L'engagement solennel que j'avais pris devant le pays, je l'ai fidèlement tenu. »

« La France a soif de paix, de labour et de concorde. »

« Elle veut au dehors une politique qui lui assure, d'accord avec ses alliés, la sécurité, les réparations, l'application du traité de Versailles, le respect de tous les traités diplomatiques qui ont institué le nouvel ordre européen. »

« Cette politique extérieure appelle une politique intérieure inspirée des enseignements de la guerre, fondée sur l'entente entre les Français, le respect des opinions et des croyances, le souci d'introduire dans les relations sociales toujours plus d'équité et de bonté, la volonté de sauvegarder le crédit de la France en maintenant entre les recettes et les dépenses publiques un rigoureux équilibre. »

« Ces idées ont toujours dirigé mon action. »

« Elles continueront de la guider. »

« En disposant que le président de la République n'est responsable devant les Chambres que dans le cas de haute trahison, la Constitution a voulu, dans un intérêt national de stabilité et de continuité, que le pouvoir présidentiel fût, pendant sept années, maintenu à l'abri des fluctuations politiques. »

« Vous respecterez la Constitution. »

« Si vous la méconnaissiez, s'il était entendu désormais que l'arbitraire d'une majorité peut obliger le président de la République à se retirer pour des motifs politiques, le président de la République ne serait plus qu'un jouet aux mains des partis. »

« Vous m'aideriez à éviter un si redoutable péril. »

« Je me suis refusé à déserter mon poste. »

« Ce n'est pas du Parlement, chargé de voter les lois et de veiller à leur respect, que peuvent venir le signal et l'exemple de leur violation. »

« De dangereux conseillers s'efforcent, dans un intérêt de parti, d'obtenir que la nouvelle législature débute par un acte révolutionnaire. »

« La Chambre refusera de les suivre. »

« Fidèle à ses traditions, le Sénat voudra demeurer, comme il le fut dans les plus graves conjonctures, le défenseur de la Constitution. »

« Une question constitutionnelle, aussi importante pour l'avenir des institutions républicaines que celle posée par la crise actuelle, ne peut être réglée dans l'ombre par des décisions d'individualités ou de groupes. »

« Je fais, avec confiance, appel à la sagesse des deux Chambres, à leur prudence, à leur amour de la France et de la République. »

« Conscient de mon devoir, j'ai assumé mes responsabilités. »

« L'heure est venue pour le Parlement de prendre les siennes. »

Cette lecture, faite avec un ton de commandement, un ton hautain de chef, est applaudie furieusement sur les bancs de la droite. Par contre, sur les bancs de la gauche, on ne manifeste dans aucun sens. Les bolchevistes se tiennent cois aussi. On sent qu'ils ont fait un pacte d'un instant avec leurs collègues radicaux et socialistes, car eux, qui ordinairement aiment si bien faire des interruptions, en avaient de belles à placer à certains passages de la prose présidentielle ; les coulisses du Palais-Bourbon ont-elles déjà fait des leurs : ont-elles déjà modéré l'ardeur « révolutionnaire » de ces « irréductibles » ?

François-Marsal ne veut point quitter la tribune avant d'avoir appuyé la déclaration présidentielle par une déclaration ministérielle.

faire ! Ne jetez pas le pays dans le trouble et l'anarchie ! »

Ce Reibel, en dépit de sa balourde, est un pince-sans-rire ; a-t-on idée de demander à des députés de faire la révolution !

François-Marsal

encore à la tribune

Il y crée un vif incident

M. François-Marsal se plaint que la majorité ne veuille point de débat et il crie haut que « ceux qui ont pris l'initiative de cette manœuvre contre le chef de l'Etat ne sont pas des républicains ».

Il poursuit que « l'origine de cette campagne — montée à propos d'on ne sait quel prétexte de discours ou d'intervention — est une vengeance dirigée contre le président du conseil de 1920 ».

« On a eu le désir de donner satisfaction à un gouvernement étranger et... »

Il ne peut continuer, la majorité l'en empêche par ses clamures. Enfin, à un moment d'apaisement, il se rétracte ; il indique que « qu'il n'a pas attribué à un membre quelconque de cette Assemblée une attitude qui puisse le blesser. Il n'a fait état que d'articles de journaux et de notes parues dans la presse. »

Toute son intervention fut hachée de violentes interruptions.

Au nom des bolchevistes

Renaud Jean, un des « leaders » du groupe bolcheviste, à la parole.

En cognant sur Millerand, il fait le procès de tous les renégats, trahisseurs à la classe ouvrière. Il dit :

« Parmi ces renégats, et ces trahisseurs, le plus méprisable est celui que vous allez exécuter dans quelques instants. »

« Nos collègues de la droite, qui le défendent aujourd'hui, ont oublié certains de ses articles de la Lanterne contre les barons de la finance, l'autocritique de l'argent, et sa circulaire électorale, en faveur de l'expatriation des mines, des banques, des compagnies d'assurances, etc., et de l'Internationale ouvrière, du retour à la nation des moyens d'échange et de production. »

A ce moment, M. Fabry, ministre des colonies, demande la parole ; Renaud Jean ne veut pas lui céder son tour et il n'en fait plus pour susciter incidents sur incidents.

Un cocorico patriotique

M. Renaud descend de la tribune, acclamé par ses amis. M. Fabry lui succède et parle dans un bruit intense.

Il vient s'élever contre ce qu'il appelle les propos outrageants du député d'extrême gauche. Il tient à défendre un absent, et il vante, au milieu des rires et des claquements de pupitres, les services militaires et patriotiques de Millerand.

M. Fabry a fait hier son petit Maginot.

Explications de vote

On va voter sur la motion Herriot et Cie, qui a la priorité, mais avant, quelques députés nationalisés ont l'autorisation d'expliquer le vote qu'ils vont émettre.

Ils défilent à la tribune, ce qui fait dire à un membre de l'Assemblée : « Et on dit qu'il y a crise de domesticité ! »

François-Marsal remet ça !

Ce Président du Conseil d'un jour, qui ne sera peut-être jamais plus, a pris goût à sa fonction, et le voici une troisième fois à la tribune.

Mais cette fois, ça ne va pas tout seul. La majorité de la Chambre prétend qu'il en prend trop à son aise et s'oppose à ce qu'il parle, ce qui amène un membre de l'extrême gauche à crier : « Laissez parler le représentant de vingt-sept conseils d'administration ! »

Il cause dans le chahut, et on comprend qu'il pose la question de confiance ; on ne s'explique pas pourquoi, puisque, d'après ses dires mêmes, son ministère n'a été forgé pour apporter à la Chambre le message du Président de la République.

La Chambre vote

Un scrutin public est décidé. Pendant une heure, les « vingt-sept mille » défilent à la tribune pour déposer dans une grande urne leur bulletin qui va décider du sort de l'ex-socialiste.

Le peuple français ne portera point le deuil de ce ministère d'un jour, ni de la chute récente de Millerand. Mais, qu'il se réjouisse pas trop, les nouveaux maîtres pourraient le faire déchanter avant peu.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

L'INSURRECTION ALBANAISE

Tirana au pouvoir des nationalistes

Rome, 10 juin. — Les derniers réfugiés albanais parvenus à Bari confirment que les forces nationalistes ont occupé Tirana.

La gendarmerie de cette ville fit d'ailleurs cause commune avec eux et forza Ahmed Zogoul à céder la résistance.

La plupart des membres du gouvernement déchu sont partis précipitamment en direction de Vienne.

LE FAIT DU JOUR

Programme escamoté

Maintenant que le clan Millerand est battu, et puisqu'il n'ose pas tenir son coup d'Etat pour instaurer le fascisme en France, nous pouvons prévoir à peu près ce qui va se passer.

Alexandre va démissionner, un Congrès va se réunir à Versailles qui désignera un autre « solide présidentiel », et puis ce dernier appellera Herriot à la Présidence du Conseil.

Au début de la semaine prochaine, au plus tard, le député de Lyon nous aura donné d'un gouvernement qui ressemblera comme un frère jumeau à celui que présidera l'homme-qui-rit.

Et puis ? En quoi serons-nous plus avancés ? Y aura-t-il un pas de fait dans la direction du progrès social ? Verrons-nous une seule réalisation qui permette d'affirmer qu'une amélioration sensible aura été obtenue par le prolétariat ?

Que non !

Le programme électoral du bloc des gauches a déjà été abandonné en partie par Herriot au lendemain du 11 mai.

Plus n'est question de l'évacuation de la Ruhr : il paraît que nous sommes engagés « d'honneur » dans cette opération de banditisme et les fibustiers qui combattent Poincaré pour son attitude continueront la même politique impérialiste.

L'argent continuera à être dilapidé pour faire peser sur les épaulles du prolétariat rhénan le joug de la brutale occupation militaire française.

On ne dit plus un mot, non plus, au sujet de la suppression de l'impôt sur les salaires.

Dame, ce n'est pas fait pour nous surprendre : les bourgeois sont dans leur rôle en faisant payer les frais de leurs folies aux ouvriers, puisque ceux-ci acceptent encore ce rôle de payeur de pots-cassés par les autres.

L'annistie sera faite au compte-gouttes, et nous avons déjà dit ce que nous pensons de cette odieuse manière de faire.

Bref ! tout ce que les politiciens avaient promis avant d'être élus sera relégué dans le rayon des vieilles choses auxquelles on ne doit plus penser.

C'est la norme des choses.

Toujours on assiste au même spectacle. Seulement, cette fois, un vent de confiance avait soufflé qui accordait aux paroles des candidats une valeur qu'on ne leur donnait plus depuis longtemps.

Des gens bien intentionnés nous reprochent notre campagne antiparlementaire en nous disant que nous faisons le jeu du Bloc National.

Et ils doivent se rendre compte maintenant qu'il n'y a pas de différence à établir entre n'importe quels politiciens — que tous sont des oppresseurs et des funisistes — et que nous avions, hélas ! trop raison de ne pas vouloir accorder foi à leurs promesses.

Pour obtenir des réalisations, il faudra que le prolétariat délaisse le bulletin de vote pour reprendre la vieille arme de libération : la révolte.

Le Bloc des gauches escamote son programme ; il en aurait été de même si c'était le Bloc National ou les bolchevistes qui eussent obtenu la victoire.

Défions-nous de tous les fabricants de boniments et travailleurs à faire surger la révolte, qui balayera tous les maîtres et, partant, tous les politiciens qui aspirent à le devenir.

Déménagement à l'Élysée

Aussitôt après la séance de la Chambre, le président du Conseil et ses collaborateurs se sont rendus à l'Élysée, pour mettre le Président de la République au courant de la situation. Cette conférence a duré trois quarts d'heure. A son issue, la Présidence de la République a fait la communication suivante :

« Le président du Conseil s'est rendu, avec les ministres, à l'Élysée, pour mettre le Président de la République au courant de ce qui s'était passé au Parlement. M. Millerand a vivement remercié M. François-Marsal et ses collègues du concours qu'ils lui avaient apporté pour la défense de la Constitution. »

« Les ministres ayant offert leur démission, M. Millerand a répondu que, devant le comité rendu des séances des deux Chambres qui venait de lui faire le président du Conseil, il avait résolu de se retirer. »

« Il a demandé, en conséquence, au Gabinete, de bien vouloir demeurer en fonction. »

« Le Conseil des ministres se réunira demain matin. »

« La décision du Président de la République sera portée à la connaissance des deux Chambres au début de leurs séances de l'après-midi. »

Les Balances de la Justice

Le camarade Védy, du S. U. B., et sa femme avaient manifesté, à un cinéma du Kremlin-Bicêtre, leur dégoût pour un film royaliste et idiot appelé l'*« Enfant-Roi »*.

létariat. Car pour se maintenir, pour conserver sa puissance et son prestige, l'Etat démocratique doit entretenir et nourrir une formidable armée de fonctionnaires et de parasites de tous ordres. Plus il sait s'entourer de serviteurs fidèles et dévoués, plus l'Etat est solide. Les partis politiques savent tout cela, c'est pourquoi plus la politique évolue à gauche, plus elle va vers l'extrémisme, plus s'accroissent les forces du parasitisme étatique. Cela est d'ailleurs dans leur rôle ; ce que veut un parti politique, c'est gouverner. Or, pour entrer en possession du pouvoir en régime de démocratie, il faut savoir s'adresser à toutes les classes et à toutes les diverses catégories de la société, c'est-à-dire avoir une politique pour chacune d'elles, de façon à s'attirer le plus grand nombre d'électeurs. Aucun parti n'échappe à cette règle, pas même le grand parti des masses qui a une politique pour les ouvriers, pour les paysans, pour les petits et moyens commerçants, pour les classes intermédiaires, les bistrots, les mercantils, les fonctionnaires, tout comme si cet amalgame disparate, ce galimatias, dirait Sorel, pouvait représenter les intérêts d'une classe. Tant que durera le système parlementaire, tant que les partis s'affronteront dans l'arène politique et se feront la surchambre les uns sur les autres, nous assisterons à cette ignoble démagogie qui consiste à vouloir concilier des intérêts inévitables et à vouloir rapprocher des catégories sociales que le système économique actuel et l'affreux capitalisme de mercantilisme qui règne aujourd'hui en maître divisent irréductiblement.

La démocratie, par ses bases charlatanesques et la liberté qu'elle accorde aux politiciens et aux aventuriers de tous poils et de toutes nuances de profiter de l'ignorance et de la crédulité humaines, par ses promesses et ses efforts vers le progrès, l'harmonie et la paix sociale, a toujours tendu à dissocier les classes, à les amalgamer d'une façon hypocrite sous le voile mensonger de l'intérêt général. Ce fut là son but et sa véritable raison d'être de tous temps. Malheureusement pour elle, elle a échoué dans sa tentative de conciliation et de dissociation des classes à l'heure où cela pouvait être possible, c'est-à-dire pendant les années de paix qui ont précédé la grande guerre de 1914-18. Mais maintenant cette heure est passée, cette heure ne se représentera plus ; et malgré tous ses efforts, la démocratie s'en ira de plus en plus en déclinant vers son dernier jour, vers les suprêmes convulsions d'une catastrophe impitoyable qui l'anéantira à jamais.

Des charniers fumants de la guerre, des ruines immenses et des misères infinies qui étendent leur manteau d'ombre sur l'Europe, est sorti un capitalisme de combat, toute une génération de capitaines d'industrie qui ont inscrit au premier rang de leur programme la conquête matérielle du monde. La bataille aujourd'hui est entre ce capitalisme nouveau et les forces de démocratie. Qui l'emportera des deux ? Il n'est pas difficile de prévoir que l'avenir appartient au premier. En effet, ce capitalisme veut par tous les moyens sortir de la crise économique actuelle et reconstruire sur des bases plus rigides la mise en valeur des richesses naturelles et du travail social. Écartant résolument les méthodes pacifiques et sentimentales de la démocratie, pressentant clairement que la seule voie qui peut arracher son système économique du désordre et du chaos présents, est la voie brutale de la lutte pour la vie poussée jusqu'au paroxysme, la nouvelle bourgeoisie, concentrée toutes ses forces vers l'organisation scientifique de la production. Qu'on nous comprenne bien ! Lorsque nous parlons d'organisation scientifique, nous voulons dire organisation, exploitation la plus rigide et la plus implacable non seulement des forces productives, de la matière, mais surtout du travail humain. Ce que vente, en un mot, ce capitalisme audacieux, c'est arriver à un rendement maximum de la main-d'œuvre avec un minimum de dépenses et de frais généraux. C'est un procédé et une volonté brutaux, certes, mais combien significatifs sur la période angoissante que nous allons traverser. Et il n'y a pas à récriminer, ni à se lamenter, car c'est une question de vie et de mort pour le capitalisme qui ne peut se sauver que par l'asservissement et l'écrasement du travail. Le prolétariat n'a plus à se faire d'illusions et à escamoter pour la défense de son existence, l'appui des politiciens de la démocratie. Les jours de ceux-ci sont comptés : qu'ils se hâtent de profiter des derniers avantages d'un système de conciliation des classes qui n'a déjà que trop duré ! Quant à nous, révolutionnaires, nous ne pouvons que sauter avec joie, sans crainte et sans faiblesse, l'œuvre de ce capitalisme géant qui, en réveillant l'instinct conservateur de classe, saura galvaniser les énergies prolétariennes et les armer pour cette bataille héroïque et sans pitié.

Le grand capitalisme, en effet, en éliminant les clauses intermédiaires, en restreignant le nombre des fonctionnaires et des parasites d'Etat, rejettant les unes et les autres dans le champ de la production et reconstruisant ainsi définitivement les classes économiques, que le sentiment démocratique avait pu un certain temps dissocier. Et cela est dans l'ordre d'un capitalisme insolent et despote qui exaspérera les conflits et les heurts de classes, anéantira du même coup les démocraties passagères d'Occident. Il reste maintenant à savoir si les travailleurs sont décidés à s'éloigner des mirages politiques et à comprendre enfin que le vrai sens de notre tragique époque pousse toutes les forces du monde à s'affronter sur le terrain économique de classe. Malheur à eux, malheur aux prolétariats si en placant leurs espoirs dans des institutions politiques qui seront balayées en tempête lorsque l'heure de l'action sonnera pour la bourgeoisie conquérante, ils laissent passer les jours qui leur permettent encore de fortifier et de perfectionner leur arme de classe : l'organisation syndicale ! Alors, ils se réveilleront sous un joug et dans des chaînes qui rappelleront les aniques servitudes et les ténèbres sanglantes du moyen âge. Mais il sera trop tard pour combattre. Pendant qu'il est temps encore, loin des charlatans et des politiciens que la bourgeoisie nous envoie pour nous endormir, forgerons nous-mêmes nos moyens de libération qui ne peuvent être qu'économiques.

Faites des enfants

Il paraît que la natalité est en baisse comme le franc, et la situation très critique. Cependant, la presse a fait de nombreux appels aux futures mères. Tous les moyens ont été employés pour les inviter à repeupler notre belle France. Est-ce que les femmes seraient restées sourdes à tant de belles promesses ? Pourtant on a apporté également un argument auquel rien ordinairement ne résiste : l'argent ! On offre aux familles nombreuses le chèque important pour élever la marmaille. Est-ce que tout cela aurait été fait en pure perte ? Est-ce que les femmes ne comprenaient pas qu'elles doivent faire tous leurs efforts pour donner des enfants au pays ? Elles n'ont donc pas lu les articles capables de fouetter un peu leur fierté ? Ou bien la femme serait-elle cette fois devenue consciente de son devoir ? Ce que j'appelle « son devoir », en l'occasion, est cette belle surdité qu'elle montre envers tous ces cris lui demandant la ponte sans arrêt de futurs malheureux. « Faites des enfants », demandent à tous les échos des dirigeants au gosselet bien garni, en montrant orgueilleusement un ou deux rejetons qui s'élèvent dans le luxe à leurs côtés. « Faites des enfants », crient certains journalistes célibataires endurcis, qui n'ont d'enfants à montrer que ceux qu'ils ont fait peut-être dans des ménages amis ! Mais faites donc des enfants, vous les malheureux, les ouvriers qui peinez toute une année et n'arrivez pas à avoir un peu d'argent pour passer huit jours au fond d'une campagne à vous reposer, ce qui, cependant, vous serait bien dû. Faites donc des enfants, vous les asservis, c'est encore votre tâche, qu'ils soient souffreurs ou mal bâties, qu'importe ; qu'ils aient faim et rien à se mettre sur le dos, la belle affaire ! Ils vivront, et si vous avez fait des gars, sans crainte, à l'âge où peut-être ils pourraient aider un peu leurs vieux, sur vous les prendra. Militaires, d'abord ! Et s'il survient une guerre, finie l'affection, fini l'espoir, voilà gars ne vous appartiennent plus, ceux qui vous auront demandé de faire des gosses seront servis, ils seront à eux et non à vous, qui aurez connu toutes les misères pour les amener à vingt ans, le bon âge, où la sève coule dans les veines neuves, où la chair est jeune et fraîche, et fumeront les champs de bataille. C'est pour cela que l'on vous demande des enfants, des fils surtout, en prévision des guerres futures.

Dans notre société honteuse, on se détourne encore de la fille-mère, que je glorifie, aime et plains aussi, car elle a connu bien souvent toutes les amertumes, toutes les misères de la vie, et l'enfant en est le fruit. Mais patience !

Allez donc présenter cette femme, cette mère, aux bourgeois, et leur demander une place pour elle à leur foyer ! Hypocrisie et lâcheté de ces gens qui, souvent, introduisent chez eux le fruit de leurs débauches admises et couvertes par les lois ! Le mariage a sanctifié toutes sortes de choses semblables.

Dans notre belle société, si deux êtres se sont unis librement, sans maire ni curé, mais dans la sincérité de leur amour, s'il leur survient un enfant, c'est lui qui, plus tard, portera le poids de cet acte des parents. Liberté en amour comme en toutes choses, en cette vie !!! Il sera, de par sa naissance, déconsidéré, il sera un bâtarde ! et les bourgeois — race imbécile — se détourneront de lui. Combien en ont-ils semés, eux, de bâtarde, sur leur route ? Ah ! oui, mais c'était là le pêché de jeunesse, dit-on chez eux, et cela ne compte pas. Ne compte pas l'enfant sans père qu'ils ont délaissé tout petit ; ne compte pas la mère à laquelle ils ont menti et dont ils se sont servis pour leur égoïsme de mères et que, satisfaits, ils ont rejetée sans s'inquiéter de sa misère et morale et physique, sans s'occuper de la petite vie qui naissait de leur œuvre.

La voilà, la société qui demande des enfants et qui ne gueule que le moment où ils sont devenus des hommes pour les prendre à l'affection des leurs et en faire des maîches à tuer !

Vous tous, qui êtes du peuple, réfléchissez à tout cela avant de mettre sur terre un être que vous ne saurez pas garder à vous, un être auquel vous imposerez malgré vous, par la force des choses, des privations qu'il ne doit pas avoir. Si vous voilez un enfant, faites-le lorsque vous serez sûrs de lui faire une place heureuse dans cette vie. Sa jeunesse aura besoin de soins, de liberté, de joies, il faudra qu'il s'éleve, grand et fort, plein de force et de vie. Si vous êtes capables de cela, oui, ayez un enfant, c'est une joie, et élevéz-le dans l'amour fini de sa liberté, dans la beauté de la nature et dans la haine de tout ce qui est mesquin, petit, de tout ce qui est bourgeois, capitaliste et militaire, qui oppresse et réfréne la vie et entravera plus tard cette liberté que vous lui aurez appris à aimer.

Et pour terminer, j'offre à nos chers dirigeants, si soucieux de voir se repeupler notre pays, un moyen simple et qui donnera certainement des résultats inégaux.

J'ai remarqué de forts beaux garçons parmi les curés ; ils feront, pour les besoins de la cause, de bons étalons. Pas fatigués, bien nourris, suffisamment intelligents, donc aptes à l'emploi. Les bonnes, si petites sœurs feront œuvre sainte en présentant leurs flancs pour la bonne cause. Et voilà résolu le problème.

De ce côté, l'enfant aura sa vie matérielle assurée. Les ressources de la gent religieuse étant inépuisables, les logis qui les habitent suffisamment grands pour y mettre encore du petit monde, et le temps ne manquera pas aux parents, sans même supprimer leurs prières, pour s'occuper de leur progéniture. C'est à essayer. On ne pourra craindre qu'une chose : l'excès de zèle à remplir ce nouvel emploi, car je ne doute pas de l'ardeur qu'apporteront à ce genre de travail jeunes curés et jolies nonnes. Mais la encore, nos gouvernements sauront faire le vide par les moyens infaillibles (genre 1914-18), qui font merveille, et recommencera ensuite le remplissage.

C'est à voir !

Fernande MARGO.

En vente à la Librairie Sociale, 9 rue Louis-Blanc, Paris.

LILULI
par Romain Rolland

6 francs. — Franco, recommandé : 6 fr. 55

A propos de "Travail" d'EMILE ZOLA

L'Union confédérée des syndicats de la Seine adresse à ses adhérents un chaleureux appel les invitant à se rendre au Panthéon, rendre hommage et déposer une palme sur la tombe d'Emile Zola, qui fut parmi tant d'écrivains celui qui le mieux comprit le « Travail » et qui l'a glorifié le plus magnifiquement.

Ce n'est pas que je sois un adepte de ce genre de manifestations purement platoniques, ni que je croie en la sincérité des organisateurs, mais j'apprécie le geste de l'Union confédérée, parce que Zola a mis en évidence la valeur morale et la force matérielle du Travail créateur de toutes richesses.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Mais les dirigeants de ces organisations représentant le Travail ont autre chose à faire que de le glorifier.

Ils glorifient Lénine et les doctrines du P.C. qui sans grand effort de leur part, les entretiennent plus grassement que le Travail

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

Et je ne puis que regretter l'abstention des organisations qui devraient plus que toutes autres représenter le Travail dans sa plus complète indépendance ; j'ai cité la C.G.T.U. et l'Union des syndicats unitaires de la Seine.

À TRAVERS LE MONDE | À TRAVERS LE PAYS

ITALIE

DES PAYSANS SE REVOLTENT CONTRE LE FASCISME

Rome, 10 juin. — On annonce qu'à Teano, près de Naples, à la suite de l'application des nouveaux tarifs douaniers, des paysans ont pris d'assaut la mairie et les bâtiments douaniers, auxquels ils ont mis le feu.

Le commissaire royal ainsi que plusieurs membres de la milice ont été blessés.

UNE BATAILLE À COUPS D'ŒUVS

Rome, 10 juin. — On annonce de Bari qu'un groupe d'étudiants albaniens ayant rencontré M. Verlaci, président du conseil, démissionnaire, ainsi que d'autres réfugiés politiques venus de Tirana, ont commencé à lancer contre eux des œufs qui se trouvaient dans une corbeille exposée devant un magasin.

M. Verlaci et ses amis en firent autant. La bataille à coups d'œufs s'est poursuivie jusqu'à l'arrivée des carabiniers.

ANGLETERRE

LA GREVE DES OFFICIERS DE L'ARMEE DES VOLONTAIRES

Londres, 10 juin. — Le rédacteur diplomatique du *Daily Herald* écrit :

« La grève des officiers de l'armée des volontaires semble avoir complètement réussi. Le nouveau gouvernement a accédé à toutes leurs demandes. Le commandant en chef a démissionné et l'armée est débarrassée de tous ses « indésirables ».

JAMAÏQUE

LES OUVRIERS SE REVOLTENT

De graves désordres ont éclaté à la Jamaïque le 9 juin. Un millier d'ouvriers, employés par la municipalité de la capitale, Kingston, à la réfection des rues, s'étaient mis en grève, attaquant en foule les ateliers municipaux et y mirent le feu. Ils tuèrent deux de leurs camarades qui voulaient rester au travail. La police intervint ; huit policiers furent blessés dans la bagarre qui s'ensuivit et les automobiles de la police furent brûlées. On dut appeler la troupe, et le conseil municipal ne put siéger que sous la protection de la police. Les désordres finirent par s'apaiser ; un grand nombre d'arrestations ont été opérées.

ESPAGNE

LABORATOIRES FERMÉS

JOURNAUX SUSPENDUS

Le directoire militaire vient de fermer le laboratoire du professeur belge Dwelshauvers, qui avait accepté de diriger l'institut de psychologie expérimentale, fondé par l'institut d'études catalanes.

Le journal *la Veu de Catalunya* s'est vu infliger une suspension de huit jours et une amende de 500 pesetas pour avoir publié un petit détail piquant du récent voyage royal. Le journal *El Girona* a été suspendu un mois pour la même raison. *la Veu de Tarragona* a reçu l'ordre de cesser sa publication.

La même décision a été prise contre la *Comarca d'Olot*. On a fait des perquisitions au siège social de l'organisation patriotique catalane, Union catalanista.

PÉROU

POUR CONSERVER LES CORPS ETERNELLEMENT

Lima. — Les savants sont gens imprudents. On annonce que le docteur Grégorio Ramírez, directeur de l'école anatomique à Lima, vient de découvrir le moyen de conserver indéfiniment les cadavres.

Voilà qui aurait fait plaisir aux Egyptiens, lesquels réservaient cette faveur seulement à leurs maîtres. Mais le docteur Grégorio Ramírez est démocrate. Le cadavre éternel pour tous, dit-il. S'il réussit, quelle catastrophe ! Dans trois ou quatre siècles, le monde sera encombré de morts, et les vivants n'ayant plus de place, n'auront qu'à disparaître.

LES ECRASEURS

Blois, 10 juin. — Le petit Rozet, deux ans, jouait dans la rue quand ses parents, qui étaient sur le trottoir opposé, voyant arriver une automobile, l'appelèrent. Le bébé traverse la chaussée, fut renversé par la voiture et grièvement blessé.

Hyères, 10 juin. — M. Vial et son fils ont été renversés par une automobile, à Cogolin. M. Vial a été tué, son fils est dans un état désespéré.

Lisieux, 10 juin. — L'automobile de M. Henri Prévost, négociant, 9, rue Taylor, Paris, est entrée en collision avec une autre voiture qui a continué sa route.

La fillette de M. Prévost, âgée de quatre ans et demi, qui avait pris place dans la voiture, a été tuée. M. Prévost, ainsi que sa femme et son fils, ont été légèrement blessés.

Montpellier, 10 juin. — Par suite d'un dérapage, l'automobile que conduisait M. Baudouin, épicier à Montpellier, est allée se briser contre le parapet d'un pont. Le conducteur a été grièvement blessé, ainsi que quatre de ses amis qui l'accompagnaient. Sa femme a perdu la raison, et une autre des touristes, Mme Rouveirillot, a été tuée sur le coup.

ACCIDENT DE MONTAGNE

Toulon, 10 juin. — Des excursionnistes bretons ayant entrepris, à l'occasion des fêtes de la Pentecôte, d'aller jusqu'au sommet des collines du Faron, au-dessus de Toulon, l'un d'eux, Émile-Jean Le Meur, cinquante-deux ans, ouvrier à la Pyrotechnie du port, habitant le Pont-du-Las, voulut s'en retourner par un sentier rapide, mais dangereux. On ne l'a pas retrouvé le soir, et ce n'est qu'après toute une journée de recherches, vers 20 heures, que son cadavre a été découvert dans un buisson où il s'était horriblement abîmé après une chute de cent mètres, sur des rochers.

ELLE REFUSE, IL LA TUE

Rive-de-Gier, 10 juin. — Henri Marti, de nationalité espagnole, âgé de 38 ans, a été frappé de plusieurs coups de couteau Marie Bressot, 45 ans, parce qu'elle refusait de se débarrasser de l'agent de Russie qui l'accompagnait.

Marseille, 10 juin. — Cette nuit, un incendie a détruit une partie de la gare d'Uzès. Les bureaux, le dépôt de colis de grande vitesse et les locaux destinés au personnel ont été notamment la proie des flammes.

INCENDIE DANS UNE GARE

Marseille, 10 juin. — Cette nuit, un incendie a détruit une partie de la gare d'Uzès. Les bureaux, le dépôt de colis de grande vitesse et les locaux destinés au personnel ont été notamment la proie des flammes.

POUR SHUM : AMNISTIE ! AMNISTIE !

Le meeting d'hier soir

Les petits jeux des politiciens se disputant le pouvoir n'ont pas empêché les camarades de venir à l'appel qui leur avait été donné, particulièrement dans ce journal, pour réclamer la mise en liberté immédiate d'Acher « Le Poète ». Mais, hélas ! ils n'étaient pas assez nombreux.

A 21 h. 30, la séance est ouverte, et le premier orateur déplore justement cette abstention. C'est alors qu'un camarade pose cette question catégorique : « Pourquoi l'« Humanité », le journal des masses, n'a-t-il pas inscrit la convocation à cette réunion ? Il s'agit cependant de l'amnistie ! »

L'orateur déplore les erreurs et les « manquements », mais le meeting doit dépasser, dit-il, tout cela. Et pendant plus d'un quart d'heure, il expose que, pour se maintenir au pouvoir, le Directoire espagnol a instauré un syndicalisme dictatorial, dont le seul but est de briser le véritable syndicalisme prolétarien.

Puis la figure d'Acher se dresse avec l'historique de l'affaire. Acher, victime, doit être sauvé. Enfin, l'exorde final l'appel aux forces prolétariennes.

Un camarade catalan prend ensuite la parole et fait, en espagnol, un panégyrique touchant du poète, exaltant sa pensée et son action.

C'est ensuite un camarade italien faisant un rapprochement entre les deux dictatures italienne et espagnole. « Contre toutes les réactions, l'œuvre révolutionnaire ne peut, clame-t-il, s'accomplir que par la descente dans la rue. »

Un camarade castillan lui succède, qui

demande de suite que l'on fasse tout pour arracher le poète au garrot. Il rappelle l'union des intellectuels de toutes les catégories et de tous les pays en faveur de l'Amnistie pour l'Amniste.

Un camarade français généralise ensuite la question et demande l'union de tous les révolutionnaires contre toutes les dictatures, y compris celle qui tient dressées, en Russie, des millions de balonnettes rouges, pour arracher Acher et avec lui tous les prisonniers à leurs bourreaux. Descendre dans la rue, voilà le seul moyen, celui employé par nos camarades Cottin, Law et Germaine Berton ; la rue et l'action directe.

Un camarade espagnol déclare enfin, après un vibrant rappel des souffrances d'Acher, que les seuls soutiens du tyran Primo de Rivera et ses complices sont les socialistes espagnols.

Un ordre du jour est voté pour être transmis à l'ambassade d'Espagne, au nom du prolétariat espagnol, italien et français, demandant la libération immédiate de tous les emprisonnés et particulièrement d'Acher « Le Poète ».

Comme si ça prouvait quelque chose. Ça prouve si peu de chose que voici, avec les mêmes noms, une phrase qui exprime mieux l'opinion que nous avons de ce ministère, comme de tous ceux qui pourront lui succéder :

En lisant les autres...

A bas les vaches

La *Liberté* est très fière de sa trouvaille, oyez plutôt :

Avec les noms des nouveaux ministres du cabinet François-Marsal, un de nos lecteurs a très ingénierement composé ce tableau :

François-Marsal	L
Antony Rati	E r
Joseph Capu	S
Fa	B ry
Land	R y
Joud	A in
De Sel	V es
Le Troc	E r
Loui	S Marin
Ma	G inot
Lef	B yre du Prey
Fla	N din
De	S ir Ferry

Comme si ça prouvait quelque chose. Ça prouve si peu de chose que voici, avec les mêmes noms, une phrase qui exprime mieux l'opinion que nous avons de ce ministère, comme de tous ceux qui pourront lui succéder :

François-Marsal	L
Fa	B ry
M	A ginot
Loui	S Marin
L	andry
Lef	B yre du Prey
Franci	S Jourdain
Del	V es
Fl	A din
Le Tro	C quer
Josep	H Capus
Antony Rati	E r
Dé	S ir Ferry

Engotages

De la Lanterne :

« Voter pour Millerand-Marsal, c'est maintenir nos institutions ; voter contre eux, c'est ouvrir les chemins du pouvoir à l'anarchie ! »

Comme c'est simple ! Mais il faut y songer.

Le scrutin de mardi, ainsi caractérisé par les malins raticoines de la réaction, prendra donc une valeur imprévue par l'entrée en scène de Sa Majesté la Constitution, derrière laquelle M. Alexandre Millerand ne sera lui-même qu'un vieux page défectueux.

Un moyen est offert insidieusement à tous les lâches et à tous les lâches. On leur demande de ne point porter un coup sacrilège à l'arche sainte, à la base même de la République. Il ne s'agit plus du président, mais de la présidence et c'est une autre histoire...

La casuistique des robins a toujours été d'énormes ressources, mais on arrivera difficilement à faire comprendre au pays républicain que le seigneur qui sacrifie pour le réveiller, c'est l'ordre du siècle. Mais il vient, vient, vient... et s'en aperçoit maintenant. Et ils ont peur d'avoir à supporter quelque chose d'encore pire que tout ce qu'ils ont déjà connu sous le règne du militarisme, si ce nouveau genre de politiciens continue à tenir leur rôle.

Pendant ce temps, les communistes font de la propagande pour l'argent qu'ils reçoivent de leur parti, mais il se rendra ensuite, expliquer que le parti du docteur Sun Yat Sen, qui a été perdu, la confiance du peuple (les communistes doivent trouver un autre moyen pour tromper les gens.) Mais il parla en vain, la III^e Internationale insista pour que son ordre fut exécuté, ne voulant pas voir le gouvernement russe dépasser beaucoup d'engagement en Chine pour n'obtenir aucun résultat.

C'est pourquoi maintenant, le groupe de la jeunesse communiste et le parti communiste tout entier ont totalement cédé devant le parti de Komintang (de parti républicain). Ils ont déclaré que bien qu'ils soient occasionnellement les disciples du docteur Sun Yat Sen, ils resteront fidèles à leurs propres idées. Ils veulent ainsi hâter la révolution bourgeoise et arriver à la leur le plus vite possible. Quel mensonge fantastique ! Or ils possèdent maintenant deux paroles, l'une pour flatter les bourgeois, l'autre les prolétaires.

C'est pourquoi maintenant, le groupe de la jeunesse communiste et le parti communiste tout entier ont totalement cédé devant le parti de Komintang (de parti républicain). Ils ont déclaré que bien qu'ils soient occasionnellement les disciples du docteur Sun Yat Sen, ils resteront fidèles à leurs propres idées. Ils veulent ainsi hâter la révolution bourgeoise et arriver à la leur le plus vite possible. Quel mensonge fantastique ! Or ils possèdent maintenant deux paroles, l'une pour flatter les bourgeois, l'autre les prolétaires.

Dès que cette nouvelle est arrivée en France, elle a causé une longue discussion entre les étudiants chinois.

Beaucoup d'entre eux reprochent aux communistes d'avoir modifié hypocritement leur doctrine. Mais les étudiants communistes ne se gênent pas de leur répondre qu'il n'y a rien de plus sincère dans ce monde que les discipes de Marx, et qu'ils n'avaient point peur à pénétrer dans le parti de Komintang.

J'ai pitié de ces soi-disant communistes, qui doivent rougir quand ils se trouvent seuls ; je déteste le gouvernement russe qui est en train de ruiner avec des roulottes d'or l'âme de ces pauvres gens. — T. Y.

Qui, mais nous qui ne voulons ni de leur Millerand, ni de leur Constitution ?

Un cheval tôt fourbu

Du Rappel :

La Fédération des Syndicats de fonctionnaires dont les congressistes avaient, voici quelques semaines, voté des motions « d'action directe » et de « préparation à la grève », s'est heureusement ressaisie depuis cette époque.

Nous avons noté ici qu'au congrès du Cartel des Services publics de la C.G.T. — où la demande de collaboration de cette fédération fut d'ailleurs rejetée — MM. Laurent et Warquier s'étaient montrés modérés et conciliants.

Mais voilà ! Ils avaient obtenu l'appui de la C.G.T.U. communiste et semblaient un peu trop liés aux politiciens de la rue Grange-aux-Belles. Ils maintenaient ainsi irréductiblement la revendication des 1.800 francs d'indemnité — quoi qu'il advint.

Ces 1.800 francs furent même l'un des prin-

cipaux points du programme électoral de la Fédération, auquel souscrivit le Cartel des Gauches.

Depuis lors, le Cartel des Gauches a triomphé et il a promis de respecter l'équilibre budgétaire. Les fonctionnaires de la Fédération se sont entretenus avec ses élus — leurs élus — et ils ont renoncé provisoirement aux 1.800 francs.

Tout esprit sage ne saurait que les approuver de cette décision que blâment ardemment leurs anciens alliés de la C.G.T.U.

Mais il est permis de se demander pourquoi, pour arriver là, ces fonctionnaires ont fait des 1.800 francs leur grand cheval de bataille électoral. Ils auraient bien pu prévoir que ce cheval serait vite fourbu.

Heureusement que les camarades fonctionnaires n'attendent pas après les fâcheuses élections du Bloc des Gauches pour faire aboutir leurs revendications, sans cela, ils pourraient attendre longtemps.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Au sujet des trois sophismes à détruire

Je ne sais si les camarades de la minorité partagent tous et entièrement mon avis sur ces questions doctrinales que j'ai traitées ici il y a une quinzaine de jours. Si cela est, je le regrette vraiment. J'aurais préféré, et de beaucoup, que ces articles soulèveraient des discussions qui n'auraient pu qu'être utiles à tous.

Je n'aime pas l'uniformité, l'identité absolue. Etre complètement d'accord avec tous, me semble impossible, surtout sur de tels problèmes. Il y a toujours au fond d'un débat, un point qui attire, sollicite et retient l'attention, un point qui demande une étude plus approfondie, qui constitue un sujet de discussion, qui nécessite un complément d'explications. Qu'on ne croie pas surtout que je recherche, pour le plaisir, de tels échanges de vues. Pas du tout. Mais je crains toujours qu'on ne se comprenne qu'insuffisamment, qu'on ne marque un accord qui ne durera qu'un instant, une communauté de doctrine qui cessera lorsqu'on passera de la théorie à la pratique, de la pensée à l'acte.

Je tiens pour nécessaire de s'expliquer avant d'agir, de définir, si possible, la ligne générale de pensée et d'action avant d'œuvrer, et cela en quelque circonstance que ce soit.

Cet accord une fois établi, il ne reste plus qu'à examiner la tactique, variable suivant les circonstances, les objectifs qu'on se propose d'atteindre, tactique qui doit avoir la souplesse de la vie, mouvante à l'infini.

Des hommes qui ont réalisé entre eux un accord doctrinal peuvent être divisés momentanément, ils se retrouvent toujours, parce que chacun d'eux a bien en vue, toujours présents à la mémoire, les objectifs, les buts qu'ils ont fixés à leur action.

Les articles que j'ai consacrés à l'étude des trois grandes questions traitées visaient à obtenir ces résultats, après une longue discussion — qui ne s'est malheureusement pas produite.

En outre, je tenais aussi à bien fixer notre opinion sur ces sujets, face aux adversaires de toutes tendances du vrai syndicalisme. Enfin, j'ai pensé qu'il était utile, en ces temps de trouble et de confusion, de donner à nos amis des arguments pour défendre nos conceptions. J'ai eu souvent l'impression pénible de voir de bons camarades, qui « sentent » admirablement, qui sont des « instinctifs » merveilleux, rester bouché bœuf, ce qui est pis encore, boudant lamentablement lorsque les communistes leur posaient cette question : Comment défendez-vous la Révolution ?

Et je le pense toujours. Je le pense parce que — et Flash le reconnaît formellement — la charte d'Amiens condamne ces trois faux dogmes. Les accepter, c'est renier la charte d'Amiens. Les renier, c'est accepter la charte d'Amiens dans son texte intégral, dans son esprit réel et son esprit exact.

Tant que nous ne serons pas d'accord sur ce dilemme, tant que notre choix ne se sera pas fixé sur la dernière partie, sur la seconde affirmation, la plateforme doctrinaire, simple, sur laquelle il était possible de grouper tous les travailleurs comme le veut également la charte d'Amiens.

C'est donc bien sur son texte, qui renforce en puissance tout ce que j'ai exposé, que nous croyons l'unité possible. Pour cela il faut et il suffit de lui donner sa seconde, sa vraie interprétation. Toute tentative d'en escamoter une partie, d'en travestir une autre, conduit à l'unité de façade, au mensonge accepté, à la cassure nouvelle.

Voilà ce que j'ai voulu dire, sur ce point particulier, lorsque j'ai écrit : « Le syndicalisme ne retrouvera son unité qu'en éliminant ces trois sophismes : l'intérêt général, la dictature du prolétariat et la destruction de l'Etat provisoire par lui-même ».

Tant que nous ne serons pas d'accord sur ce dilemme, tant que notre choix ne se sera pas fixé sur la dernière partie, sur la seconde affirmation, la plateforme de l'unité restera à chercher et l'unité sera impossible.

Et tout cela est syndicaliste et rien que syndicaliste. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui fait notre force ?

GROUPE ANARCHISTE DE BORDEAUX

Le procès des "matraqués" est clos Celui des matraqueurs commence

Tous ce soir à 20 h. 30 A L'ALHAMBRA

Orateurs :

M^e CLUZAN M^e REBEYROL

Avocat de G. Berton Avocat à la Cour

BOUDOUX

de l'U. A.

A. LAPEYRE

du Groupe de Bordeaux

LAFAYE

de l'U. D. S. Confédérés

Contre l'impôt infâme

Le Syndicat Unique du Bâtiment fait un pressant appel auprès des camarades de toutes corporations pour empêcher la vente des meubles du camarade Goasdoué, demeurant au n° 130, rue de Vaugirard, de la Section de la serrurerie.

Il leur demande de se trouver en nombre pour empêcher le fisc de saisir le peu que notre camarade possède au profit de l'Etat capitaliste et affameur.

Tous présents vendredi, à 10 heures du matin. Les travailleurs du bâtiment ne permettront pas la saisie des quelques hardes de leur camarade, alors que les profiteurs de guerre sont assurés de l'impunité.

Le troisième Congrès de la Fédération syndicale internationale

La Fédération Syndicale Internationale, dite d'Amsterdam, a tenu son troisième Congrès à Vienne (Autriche), 22 pays étaient représentés par 173 délégués, et 30 fédérations professionnelles. A signaler l'adhésion des ouvriers juifs de Palestine. Le « Peuple » publie des comptes rendus de Harmel assez détaillés. Afin d'informer nos lecteurs nous en donnons quelques extraits.

Le Congrès a été ouvert le 2 juin par Mertens, de Belgique, lequel fit un exposé de la F. S. I. depuis la guerre.

J.-H. Thomas, devenu ministre des colonies dans le cabinet Mac Donald, est démissionnaire comme président de la F. S. I. Il est remplacé par Purcell, des Traditions.

Parini les discours de Lievenne citons ceux de Doms, au nom de la Centrale autrichienne : Otto Bauer et Fritz Adler, au nom des socialistes ; le docteur Renner, de l'Alliance coopérative internationale ; le docteur Seitz, maire socialiste de Vienne. On le voit, les salamalecs sont de rigueur, entre socialistes et syndicalistes réformistes. C'est le concubinage étalé au grand jour, comme il existe entre les communistes et les syndicats affiliés à Moscou

Fimmen appuie cette proposition.

Grassmann, Allemagne, répond que les rapports gouvernementaux n'ont rien à voir avec les relations syndicales, et il déclare :

« Nous sommes toujours disposés à renouer les relations avec les Russes, mais à la condition que leurs syndicats deviennent indépendants de leur gouvernement et, d'autre part, qu'ils adoptent des méthodes plus honnêtes. »

La discussion est reprise le lendemain matin.

Nygaard, Danemark, déclare qu'il faut attendre avant de poursuivre des pourparlers avec les Russes, dont l'œuvre de division a été particulièrement funeste dans les pays scandinaves. Avant tout, il faut que les dirigeants de l'Internationale rouge cessent leur lutte systématique contre l'Internationale d'Amsterdam, leurs insultes et leurs calomnies. L'unité ouvrière suppose une bonne volonté réciproque et une sincérité dont les Russes n'ont jamais témoigné encore.

Lenoir, au nom de la C. G. T. française, fait les déclarations suivantes :

« Nous nous refusons de confondre la Révolution russe avec les dirigeants qui ont introduit dans les relations internationales des meurs inqualifiables, le peuple russe avec son gouvernement. »

« Nous aussi, en France, nous insistons pour la rentrée de la Russie dans l'ensemble des peuples. Mais nous conservons notre liberté au regard des syndicats russes, et nous défrontrons pied à pied notre internationale contre les efforts tentés pour la détruire. »

« Ne confondons pas les relations entre gouvernements et la position du mouvement ouvrier. Nul ne songe à demander une rupture avec l'Italie fasciste, mais nul n'en plus ne pourra penser à s'incliner devant les injonctions des syndicats fascistes. »

« Quand les syndicats russes auront recouvré leur indépendance, alors notre collaboration avec eux sera facile. »

Le rapport moral a été renvoyé à la commission.

LES STATUTS

Brown, secrétaire adjoint, propose des modifications.

Une de ces questions est celle relative aux finances de la F. S. I. En proposant de les fixer sur la base de 12 florins hollandais par mille membres, par an, le Bureau demande les moyens de poursuivre son action très générale dans la période la plus récente par la crise des changes. De

même, il demande la constitution d'un fonds spécial contre la guerre.

Il est proposé, d'autre part, de modifier le système de votation : chaque centrale disposerait de 2 voix jusqu'à 250.000 membres, d'une autre voix de 250.000 à 500.000 membres, d'une voix, enfin, pour tout décret supplémentaire de 500.000 membres.

LES FÉDÉRATIONS INTERNATIONALES

La question russe revient avec la discussion sur les secrétariats professionnels, lesquels s'étaient déjà réunis avec le Comité-directeur de la F. S. I., et avaient adopté à l'unanimité, moins la voix des mineurs, la résolution suivante :

« La conférence déclare que seule la Fédération Syndicale Internationale doit être reconnue comme l'Internationale de toutes les organisations syndicales. »

« Les décisions de la conférence de la F. S. I., avec les secrétariats professionnels internationaux des 9 et 10 novembre, à Amsterdam, sont reconnues comme directives organiques. »

Après discussion, une proposition transactionnelle est adoptée par seize délégués des secrétariats professionnels à titre consultatifs auprès du Comité-directeur de la F. S. I.

LEGISLATION INTERNATIONALE

Oudegest fait un historique de la question depuis la conférence de Leeds en 1910, et y ajoute les logements ouvriers.

Bromley demande d'ajouter la socialisation des chemins de fer et autres moyens de transport, la socialisation des mines, la propriété collective du sol et des ressources naturelles et minières, toutes revendications qui figurent, dit-il, au programme des travailleurs.

Le renvoi à la commission est alors prononcé.

CONTRE LA GUERRE

Le débat a été très court à propos de la lutte contre la guerre et le militarisme. Le rapporteur Jouhaux n'avait pas encore arrivé. Disons qu'il avait du retard comme en 1914, et qu'il n'est pas du tout qualifié pour traiter de cette question.

D'Aragon, Italie, préconise... la conquête des pouvoirs publics comme moyen préventif contre la guerre.

Le tout est renvoyé à la commission, c'est-à-dire enterré sans plus d'oraison.

Pour empêcher la guerre il n'y a pas grand' chose à attendre des mauvais bergers d'Amsterdam.

LES HUIT HEURES

La défense des huit heures a été assez soutenue. Le rapporteur Mertens a dénoncé la fausseté des principaux arguments utilisés par le patronat.

Un d'eux consiste à affirmer dans chaque pays que la journée de huit heures n'est pas appliquée dans tous les autres. Le mensonge qui est à la base de ces affirmations contradictoires est évident.

Le second revient à charger la journée de huit heures de toutes les crises qui atteignent la production. C'est également un monsieur ; la vérité, c'est que les employeurs, hostiles à la réforme, n'ont pas voulu transformer leurs méthodes, leur ouillage, l'organisation technique de leurs entreprises. Ils ont constamment opposé leur routine au progrès.

Or, fait remarquer le rapporteur, il est un moyen de faire participer sans surmésure les travailleurs à l'intensification de la production : c'est le contrôle ouvrier, déjà réalisé dans certains pays, et que le mouvement syndical met désormais au premier plan de ses préoccupations.

Et l'orateur veut que le Congrès manifeste une volonté absolue de défendre la journée de huit heures nationalement et internationalement, et il chargera le Bureau et le comité-directeur de la F. S. I. d'exécuter les mesures arrêtées par lui.

Buozzi, Italie, dans une intervention très fournie, s'attaque à son tour aux sophismes du patronat.

Prétendre que la réduction des heures de travail entraîne la réduction de la production, c'est oublier volontairement tout un ensemble de facteurs qui sont les plus importants, par exemple, les conditions mêmes du travail durant la guerre et leur suite, l'anarchie économique générale d'après-guerre. L'état chaotique de la répartition des matières premières, l'insécurité des changes et des prix, la réduction du nombre des travailleurs.

Buozzi, sur l'ensemble des observations sur le contrôle ouvrier, signale quels sont l'état d'application des huit heures et la vie des syndicats en Italie, sous le règne du fascisme.

Le Congrès ajoute ensuite ses travaux. La troisième journée, 4 juin, a été employée aux travaux des commissions, et au vote de la résolution contre la guerre.

La cinquième et dernière journée a été consacrée à différents rapports des commissions.

CHEZ LES SCIEURS DE PIERRE TENDRE

UNE PIEVRE PATRONALE

Il était organisé un concours du plus mauvais tâcheron de France et de Navarre, sans nul doute le sieur Billiez aurait la première place. Tel une sangsue, il s'agrippa après ses ouvriers et comme une pieuvre ses tentacules de profit sur les malheureux qui tombent sous sa coupe. Le Billiez en question fait partie de la trinité Moreau et Lavergne. Il renie la charte d'Amiens et la charte d'Amiens.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Cela veut dire que tant qu'il existe un patronat et un salariat, qu'ils soient individuels ou collectifs, c'est-à-dire particuliers ou étaillants, la C. G. T. groupera, en dehors de toute école politique, des travailleurs pour les faire disparaître.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.

Le Billiez déclare que, pour atteindre ce résultat, la charte d'Amiens pose très clairement les bases de l'unité souhaitée. Je me garderai d'antériorité moins d'entreprendre que de l'unité pour la disparition du salariat et du patronat », elle énonce, sans constatation possible, les buts du syndicalisme.